

Lutte de classe

Discussion sur des positions du PT

Éditorial d'Informations ouvrières n°795

« Juppé, s'appuyant sur la trahison de la CFDT, passa en force sur l'assurance maladie. Mais son gouvernement ne s'en relèvera pas. Quatorze mois plus tard, Chirac dissout l'Assemblée nationale pour tenter de surmonter la paralysie d'un gouvernement mortellement frappé par la lutte de classe unie. »

Deux remarques :

1- pourquoi les dirigeants de la CGT et de FO n'ont-ils pas appelé le prolétariat à la mobilisation générale, à la grève générale ? N'ont-ils pas capitulé eux aussi ? La direction de la CFDT aurait été en difficulté, elle aurait été obligée de suivre, non ? Ce qu'il y a de bien avec le PT, c'est que les directions pourries de la CGT et de FO sont systématiquement épargnées, particulièrement celle de FO qui ne fait jamais l'objet de la moindre critique. Explication pour ceux qui ne le savent pas : on ne peut pas avoir reçu et être à la tête de 5 ou 6 fédérations, une vingtaine d'unions départementales, et disposer d'un nombre indéterminé de permanents rémunérés par la direction de FO et critiquer ses dirigeants qui font preuve avec vous de tant de générosité, on n'a rien sans rien dans la vie, encore moins en politique. Vous comprenez pourquoi c'est seulement au cours de la révolution que nous pourrions chasser les Mailly et les Thibault, parce qu'avant pour parvenir à des postes de direction au sein des syndicats, c'est qu'il faut forcément être corrompu et partager l'idéologie de leurs dirigeants. Je ne fais que répéter ce qu'avait dit Trotsky, je suis désolé et je pense qu'il avait raison sur ce point là.

2- Le gouvernement sera tellement "mortellement frappé", que certes, Chirac sera obligé de supporter la "cohabitation" avec Jospin à partir de 1997, mais pour mieux remporter les présidentielles avec 82% des voix en 2002 ! Quand on est "mortellement frappé", en principe, on ne s'en relève jamais, non ? On appelle cela, parler pour ne rien dire, à moins qu'il ne s'agisse de faire diversion.

« Juppé, Fillon, Sarkozy ont pour ambition affichée d'intégrer les organisations syndicales à la colégislation, afin de faire passer les exigences de Bruxelles. »

Ne les ont-ils pas associés à la cogestion du capitalisme dès l'après-guerre à travers un ensemble d'organismes gérés en commun par le gouvernement, les patrons et les syndicats, et donc commencé à les intégrer indirectement à l'appareil d'État en entretenant des liens permanents avec eux ?

L'objectif d'intégrer les syndicats dans l'appareil d'État sous une forme ou une autre n'est pas nouveau, on devrait peut-être même dire qu'il existe depuis fort longtemps, depuis que les syndicats existent. De Gaule avait échoué en 1969 dans sa tentative. Maintenant pour parvenir à son objectif final qui consiste à associer étroitement les syndicats à la gestion du capitalisme, il n'est pas forcément nécessaire qu'ils soient intégrés à l'appareil d'État proprement dit pour parvenir au même résultat. D'ailleurs je ne sais pas s'il existe un seul pays dans le monde où les syndicats sont totalement intégrés à l'appareil d'État.

Brandir en permanence cette menace, ne sert-il pas à cacher la réalité des liens déjà existants entre les syndicats et les représentants du capital, et sur les conséquences desquelles il vaudrait mieux ne pas se poser de question ?

Rappelons aussi que les organisations syndicales en question participent à la CES et à la CIS, la première étant régulièrement consultée par la Commission européenne pour préparer ses directives réactionnaires. Au fait, à quand un mot d'ordre du genre : rompez avec la CES et la CIS ? En fait, rompez avec la bourgeoisie, non ? Par un et mille liens les syndicats participent déjà à la gestion du capitalisme à tous les niveaux, et le PT d'employer le futur pour évoquer l'intégration des syndicats, mais celle-ci n'a même pas besoin d'être formalisée pour exister bel et bien dans la réalité.

« En ce qui nous concerne, militants du Parti des travailleurs, nous considérons qu'un parti ouvrier ne peut être qu'un parti de lutte de classe. ».

Pourquoi, parce qu'il serait possible de concevoir qu'il existerait un ou des partis ouvriers sur une autre base ? Mais dans ce cas-là, ce ne pourraient être des partis ouvriers mais autre chose. D'ailleurs se revendiquer de la lutte de classe n'engage à rien, même pour un parti se définissant comme un parti ouvrier, car il peut très bien mener la lutte de classe pour des intérêts qui ne sont pas forcément ceux de la classe ouvrière, on en a des exemples concrets tous les jours sous les yeux. La bourgeoisie ne reconnaît-elle pas elle aussi l'existence de la lutte de classe lorsqu'elle mène le combat pour faire passer ses mesures réactionnaires ? Bien sûr que oui, elle se situe sur le terrain de la lutte de classe en défendant ses intérêts propres.

La bourgeoisie comme le prolétariat interviennent sur le terrain de la lutte de classe avec leurs propres moyens, dont les partis et les syndicats, la différence essentielle réside dans le fait que la bourgeoisie le fait consciemment, alors que le prolétariat n'en a pas ou peu conscience, sans l'intervention des militants révolutionnaires ce processus lui demeurera en partie étranger, dès lors il sera facile de le dévoyer, ce que s'emploient à faire au quotidien les bureaucrates réformistes et stalinien.

Le principe du respect de l'indépendance des syndicats par rapport aux partis a servi de prétexte pour dévoyer totalement la nature et la mission des syndicats ouvriers.

Quand on dit que les syndicats doivent être indépendants des partis, on exprime une intention, on met en avant un principe auquel on adhère et que l'on s'engage à respecter. Dans la pratique, on se rend compte qu'il en est souvent autrement.

Maintenant, ce qui serait intéressant de savoir, c'est qu'elle est le contenu, la mission que s'assigne le syndicat et qui détermine sa nature réelle. En fonction de la réponse à cette question, nous disposerons d'éléments sur lesquels nous pourrions nous appuyer pour déterminer précisément sur quoi repose son indépendance vis-à-vis de la bourgeoisie et de quelle manière il pourra la préserver, en théorie seulement, car cela ne signifie évidemment pas qu'elle ne pourra pas être remise en cause sur le plan pratique.

Tous les jours nous voyons les dirigeants de la CGT, de FO et des autres syndicats tromper et trahir les travailleurs et oeuvrer aux côtés des patrons et du gouvernement à la remise en cause de nos droits sociaux. J'ai nommé ces deux syndicats parce qu'ils se réclament encore tous les deux de la Charte d'Amiens de 1906 qui stipulait que l'abolition du capital et du salariat était l'objectif que s'était donné le syndicat. Or, tous les syndiqués savent pertinemment que ni les dirigeants de la CGT ni ceux de FO ne combattent réellement pour atteindre cet objectif. Or, cet objectif n'avait rien d'anodin, il n'avait pas été défini par hasard, il constituait le seul élément, la seule garantie que le syndicat agirait et demeurerait indépendant de la bourgeoisie, il était en réalité la seule référence concrète à l'indépendance du syndicat ouvrier par rapport à son ennemi de classe. En le bafouant, en le reniant quotidiennement, disons-le franchement, en l'ayant abandonné depuis près d'un siècle, le syndicalisme ouvrier a été totalement dénaturé au point qu'aujourd'hui plus personne n'oserait mettre en avant ce paragraphe de la Charte d'Amiens, pas même les dirigeants du PT.

Dès lors, il y a une certaine hypocrisie à s'étonner du cours suivi par les syndicats, de leur collusion quasi permanente de la direction des syndicats avec le Medef et le gouvernement.

Je ne reviendrai pas sur les liens étroits qui existent entre les appareils du PT et de FO qui interdit à Gluckstein de faire preuve d'un minimum d'objectivité lorsqu'il évoque les syndicats, il est plutôt très mal placé pour parler de l'indépendance des partis par rapport aux syndicats.

Par ailleurs, on peut ne pas être d'accord avec le principe d'indépendance des syndicats par rapport aux partis, car, sachant que de c'est un leurre de toute manière, pour qu'un syndicat ouvrier oeuvre y compris à l'abolition du capitalisme, comme le stipule la Charte d'Amiens, il faut qu'il soit dirigé par des militants révolutionnaires, or ces militants ne peuvent pas être devenus des révolutionnaires en se bornant à un travail syndical, mais bien en menant un combat politique, en ayant au préalable élevé leur niveau de conscience au-delà des revendications démocratiques bourgeoises du prolétariat et

abouti à poser la question du pouvoir politique qui est le préliminaire à toute transformation des bases économiques de la société, des rapports d'exploitation.

On peut en déduire que le syndicat ouvrier qui n'aurait pas un lien tenu avec le parti révolutionnaire serait obligatoirement un syndicat réformiste bourgeois. Il est entendu qu'il est totalement impossible qu'un dirigeant syndical réformiste défende et combatte sur la base des principes contenus dans la Charte d'Amiens, puisque l'abolition du capitalisme n'est pas son objectif. Il s'agit uniquement pour lui de représenter les intérêts matériels et moraux des travailleurs dans le cadre du développement du capitalisme, de les défendre lorsque cela est possible, admettons-le sous de fortes réserves, et d'y renoncer lorsque cela est impossible comme c'est le cas aujourd'hui.

Que le syndicat soit dirigé par des militants révolutionnaires ayant pour objectif l'abolition du capitalisme, n'est pas incompatible avec l'appartenance à ce syndicat de travailleurs gagné au réformisme, dans la mesure où le combat pour l'abolition du capitalisme n'occupe pas toute l'activité du syndicat et ne se traduit pas quotidiennement par des mots d'ordre. L'attachement à cet objectif traduit davantage la détermination du syndicat de ne jamais franchir la ligne de classe, de ne pas se compromettre dans des accords remettant en cause un droit ou un acquis, car on ne va pas se lancer chaque matin à l'assaut du capitalisme. En dehors de cet objectif qui permet d'ancrer résolument le syndicat du côté du prolétariat, existe-t-il dans les statuts des syndicats un ou des facteurs qui permettraient d'aboutir à la même conclusion ?

Cet objectif détermine en fait la place exacte et inamovible que chacun doit occuper, de chaque côté de la barricade. Il a l'avantage d'être clair, net et précis, alors que la défense des intérêts des travailleurs en générale peut s'interpréter de différentes façons, et pour peu qu'on tombe sur un dirigeant syndical qui fasse preuve de mauvaise foi ou d'hypocrisie, il peut facilement parvenir à bernier les travailleurs à leur insu.

Vous rétorquerez que l'on peut faire la même remarque concernant l'abolition du capitalisme puisque Thibault et Mailly se réclament de la Charte d'Amiens. Certes, ils s'en réclament, c'est exact, mais je vous mets au défi de trouver une seule déclaration publique où l'un ou l'autre aurait revendiqué l'abolition du capitalisme ou ils se seraient engagés à combattre pour cet objectif. Vous savez aussi bien que moi qu'il n'en existe pas et pourquoi.

En réfléchissant encore à cet objectif de l'abolition du capitalisme, je me suis demandé comment il pourrait être pris en compte par les syndiqués. Il est évident qu'il ne sert à rien de gueuler dans l'usine ou au bureau "abolition du capitalisme", vous passerez pour un dingue ou un illuminé. Par contre, si l'agitation syndicale est réservée aux revendications immédiates, rien n'empêche que dans la propagande on explique aux travailleurs les raisons pour lesquelles il est nécessaire de se débarrasser du capitalisme, de faire un cours d'économie politique et d'expliquer simplement et patiemment le fonctionnement du système capitaliste, non pas en idéologue averti ou en adoptant un ton professoral qui rebutera votre auditoire, mais en prenant des exemples concrets de la vie quotidienne pris à travers le monde. Pourquoi ne pas publier sous forme de feuilleton l'histoire du capitalisme, une sorte de supplément distribuée comme un tract ou affiché, en faisant attention évidemment de ne pas lui donner une tournure politique, vous pourriez avoir des problèmes avec votre employeur. Si on ne commence pas par expliquer les choses les plus élémentaires que les travailleurs devraient connaître, comment peut-on prétendre ensuite élever leur niveau de conscience politique ? On se raconte des histoires, on se fait plaisir, mais on n'avance pas d'un millimètre en réalité. On ne peut pas comprendre le fonctionnement d'un microprocesseur ou d'un circuit intégré si on ne connaît pas les bases de l'électricité. On voudrait que les travailleurs sachent lire sans avoir appris l'alphabet, c'est incroyable d'être obligé de rappeler des choses aussi rudimentaires. Je ne porte pas de jugement, je suis effaré que personne n'y ait pensé apparemment.

« Informations ouvrières une campagne d'organisation autour du journal ouvrier indépendant, qui se définit lui-même comme « tribune libre de la lutte de classe ». », cela n'engage à rien et ne prouve absolument rien de le dire. Seule la pratique permet d'en juger, n'est-ce pas ? Et pour ce qui est du respect de la démocratie, le PT est vraiment très mal placé.

Comme je déteste par-dessus tout les manipulateurs et les menteurs, je suis obligé une nouvelle fois de rappeler aux camarades qui ne le sauraient pas, que la direction du PT a refusé à deux reprises

depuis le début de l'année 2007 de me servir l'abonnement à son journal, sachant que je vis à 10 000 kilomètres de Paris, cela revient à m'interdire d'en lire le contenu pour m'empêcher de le critiquer si je le juge nécessaire. C'est un déni de démocratie, une atteinte au droit élémentaire à l'information.

Que faut-il penser de la direction d'un parti qui craint à ce point là la critique d'un type isolé vivant à l'autre bout du monde ? Qu'ils sont complètement paranos, sans doute, mais lorsque l'on ne supporte pas la critique, cela veut dire que l'on a forcément quelque chose à cacher, quelque chose qui ne doit pas faire l'objet d'une discussion et que les militants doivent absolument ignorer. Je vais vous donner un bref exemple.

Quand je suis intervenu à de multiples reprises en expliquant que le traité de Maastricht et les directives européennes avaient leur origine dans la constitution de la Ve République, pas un militant du PT, encore moins un de ses cadres ou dirigeants n'a pu prouver le contraire, pas un n'a même tenté de discuter sur ce point précis qui remet en cause leur mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne. Sur un blog de Schivardi, ils m'ont copieusement insulté, calomnié en guise de discussion et en ignorant totalement l'argument que j'avais avancé. Alors oui, Informations ouvrières est une tribune libre destinée uniquement à ceux qui partagent la ligne politique du PT, donc cela ne présente aucun intérêt. Passons.

Éditorial d'Informations ouvrières n°797

« Il était inévitable que cette situation débouche sur les phénomènes de dislocation auxquels on assiste au sein du PS et du PCF, et qui risquent fort de s'aggraver dans les prochaines semaines. »

On se demande s'il le regrette ou s'il s'en réjouit, or sachant que le personnage manque singulièrement d'humour et qu'il est particulièrement prétentieux et arrogant, je pencherai pour la seconde version, mais sans en être certain, car les dirigeants du PT ont toujours défendu la pérennité du PS et du PCF, donc je les vois mal se réjouir des problèmes actuels auxquels ils doivent faire face. A moins que ce ne soit une revanche après l'affaire de l'AMF, c'est possible, au PT les intérêts du parti se confondent souvent avec ceux de son appareil, comme dans tous les autres partis.

« Indépendance syndicale : elle suppose que les confédérations ouvrières, déjouant le piège qui leur est tendu (1), restent sur le seul terrain des revendications de classe. »

Et alors ? Point, c'est tout. Pourquoi vous attendiez une suite ? Non, Gluckstein ne dira pas un mot sur la responsabilité des dirigeants pourris des syndicats. Rendez-vous compte, Thibault et Mailly doivent « déjouer des pièges », qu'est-ce que cela signifie ?

Que le gouvernement et le Medef leur tendent des pièges, s'ils en réchappent, c'est qu'ils sont futés, s'ils tombent dedans, ce n'est pas de leur faute, peut-être parce qu'ils ne sont pas très intelligents, mais dans tous les cas, qu'on ne leur jette pas la pierre, ils n'y sont pour rien les pauvres. CQFD. Malin et sournois le Gluckstein, ils épargnent pour l'énième fois la responsabilité des dirigeants traîtres du mouvement ouvrier, sans doute au nom de la défense de l'indépendance des syndicats, autrement dit, il prend une nouvelle fois les militants et les travailleurs vraiment pour des cons, excusez-moi, je pense qu'il faut le dire.

Entre nous, les intentions du gouvernement et du Medef sont tellement claires, que pour tomber dans leurs « pièges », il faut vraiment le vouloir, le faire exprès, je ne sais pas ce que vous en pensez, mais il y a des limites à la tolérance. Vous ne trouvez pas curieux cette tolérance de Gluckstein envers Thibault et Mailly ? Cela ne vous interpelle pas ?

« Indépendance politique : elle passe par l'édification d'un parti ouvrier authentique. », sur la base d'un programme authentiquement réformiste, on a compris, la bourgeoisie vous donnera le pouvoir de bon cœur du jour au lendemain sans résister, sans prendre les armes, etc. que d'illusions criminelles ou de faux espoirs ! passons, on perd son temps.

Bon, prenons Gluckstein au mot, le PT n'est pas un parti ouvrier "authentique", qu'est-il alors ? Qu'est-ce qu'un parti ouvrier "authentique" ? Une invention de Lambert-Gluckstein qui date des années 40 pour le premier, des années 80 pour le second.

Mais la question qui nous intéresse n'est pas celle-ci.

Si on suit leur raisonnement, le parti de Lénine, le parti bolchevik, n'était pas un parti ouvrier « authentique » puisque ni les mencheviks ni les socialistes-révolutionnaires ni les anarchistes n'y avaient leur place. Je me trompe ? Il est admis par ceux qui connaissent un peu l'histoire du parti bolchevik qu'il fut sans doute le parti le plus démocratique jamais construit par le mouvement ouvrier, même le camarade Eyschen l'avait rappelé dans un article de *La Raison* (revue de la Libre Pensée).

La question qui nous intéresse n'est pas de savoir si tel parti ouvrier est plus « authentique » qu'un autre, on s'en fout, mais plutôt sur quels principes il doit être organisé et fonctionner, vers quel objectif il doit tendre en permanence, quels moyens il se donnera pour l'atteindre.

Il est parfaitement clair qu'un parti qui n'inscrirait pas dans son programme les moyens pour atteindre ses objectifs, la révolution et la dictature du prolétariat, serait tout sauf un parti révolutionnaire. Voilà ce qui permet de différencier le vrai du faux, la copie de l'authentique. Tout le reste c'est du baratin de bureaucrate.

Dans l'éditorial du n°794, il avait affirmé « *celle-ci* (la référence au socialisme) *demeure, pour tous ceux qui se situent sur un terrain de classe, une référence à l'objectif commun à tout le mouvement ouvrier : l'émancipation des chaînes de l'exploitation et de l'oppression.* ». La tournure de cette phrase est particulièrement tordue bien que son interprétation ne présente aucune difficulté au premier abord. Elle constitue une déclaration péremptoire que contredit la réalité.

Comment peut-il affirmer que l'objectif commun à tout le mouvement ouvrier, c'est-à-dire l'ensemble des partis et organisations se réclamant de la classe ouvrière ou des travailleurs, demeure le socialisme et « *l'émancipation des chaînes de l'exploitation et de l'oppression.* », alors que le mouvement ouvrier est très loin de se situer sur ce terrain-là aujourd'hui, mais bien plutôt sur celui de l'adaptation au capitalisme ? Quel militant est aujourd'hui enclin à le croire ou le penser ? Si le mouvement ouvrier se situait précisément sur ce terrain-là, même inconsciemment, il chercherait par tous les moyens à avancer vers son objectif commun, le socialisme, or l'on constate tous les jours le contraire, les partis et organisations du mouvement ouvrier n'ont eu de cesse de soutenir chacun à leur manière le capitalisme et ses représentants au cours des dernières décennies, sans parler qu'ils se haïssent proprement, il faut bien le dire puisque c'est la stricte et dramatique vérité. Pourquoi le camoufle-t-il ?

Peut-être parce que Gluckstein (et son parti) se considère comme l'unique garant ou l'héritier naturel de la lutte de classe du prolétariat depuis 1789, et qu'à ce titre il se permet de parler au nom de l'ensemble du mouvement ouvrier qu'il serait le seul finalement à représenter et qui devrait s'identifier à lui, ce qui aboutit à prendre en charge l'ensemble des contradictions du mouvement ouvrier et à employer une formule trompeuse et erronée dans laquelle il fait un amalgame entre tous les partis et organisations du mouvement ouvrier sans tenir compte de la réalité.

Que l'on parle au nom de la classe ouvrière, pourquoi pas, si l'on est un ouvrier soi-même cela ne pose aucun problème, surtout si l'on prétend défendre honnêtement et sincèrement ses intérêts. Mais pouvoir parler au nom du mouvement ouvrier, au préalable il faut avoir reçu un mandat de la majorité des partis et des organisations, ce qui n'est pas le cas de Gluckstein, d'aucun dirigeant à ma connaissance.

Maintenant, définir les objectifs du mouvement ouvrier est une autre affaire, c'est indiquer ou tracer une direction à prendre pour avancer vers un objectif, sans valeur coercitive appliquée aux autres partis. J'ai l'impression que Gluckstein s'est encore pris pour ce qu'il n'est pas, car si l'on réfléchit à la composition du PT, on peut affirmer sans l'ombre d'un doute que moins de la moitié de ses militants ont pour objectif l'abolition du capitalisme, j'en veux pour preuve qu'ils n'y croient pas, combien de fois j'ai pu le lire dans des courriels que j'ai reçus et nous en avons discuté avec des camarades de plusieurs groupes qui me disaient en substance qu'il n'y avait rien à récupérer au PT, que la plupart de ses militants avaient été recrutés sur la ligne de la défense de la démocratie bourgeoise et que par conséquent la révolution tout comme le socialisme, ils n'y pensaient même pas.

Pour conclure ce passage, j'ai pratiquement la conviction, que pour nous faire croire que lui, Gluckstein, il serait encore un véritable socialiste, il avait besoin de nous faire croire que la majorité du

mouvement ouvrier était aussi sur cet objectif, il se serait servi du mouvement ouvrier comme caution personnelle pour couvrir la politique réformiste de son parti. On ne peut l'empêcher de se déclarer socialiste, c'est son droit, mais on a le droit aussi d'en douter, que cela lui plaise ou non.

Que Hollande ait renâclé à faire référence au socialisme, depuis il se dit plus socialiste que jamais, personnellement, à la place de Gluckstein je l'aurais fermé, ou je l'aurais encouragé à abandonner la référence au socialisme, plus tôt le PS disparaîtra mieux cela vaudra, ce n'est pas l'avis de Gluckstein de toute évidence. Est-ce que vous saisissez le double jeu que joue Gluckstein ici ? Il a fustigé Hollande de vouloir abandonné la référence au socialisme, parce qu'il est bon que ce parti pourri continue de se prétendre socialiste. Voilà le genre de service épouvantable que Gluckstein est capable de rendre à la réaction, je ne sais pas si vous en mesurer la portée, c'est terrible.

L'édito du n°796 d'*Informations ouvrières* était consacré à un appel à l'unité pour empêcher la fermeture d'un centre de la sécurité sociale. Je suis interloqué qu'ils puissent continuer d'appeler à l'unité et donc à combattre une mesure, ceux qui en ont été les initiateurs ou qui ont manifesté un consensus avec l'UMP-UDF sur cette question.

Les travailleurs savent que le PS est du même côté que l'UMP et l'UDF dans cette histoire, alors à quoi cela rime-t-il de vouloir les emmener voir les élus du PS pour leur demander de prendre position, pour redorer leurs blasons ? Quelle que soit leur position, la seule chose que je vois, c'est que les travailleurs se feront berner une fois de plus, car je pense qu'il faut voir un peu plus loin que le bout de son nez.

Lorsque nous commencerons à combattre sur la base de notre propre programme au lieu d'intervenir dans la lutte de classe en fonction des positions du PS ou du PCF, peut-être que là nous commencerons à inspirer confiance aux travailleurs, mais pas avant. La subordination au PS et PCF commence souvent là, mais on ne s'en aperçoit pas.

J'ai peut-être parfois des raisonnements basiques, mais je préfère cela à toutes les embrouilles qu'on nous sert. On nous dit que les travailleurs n'ont pas confiance dans les partis politiques, Le Fol et Hollande du PS ne cessent de le répéter, il n'y a pas de fumée sans feu, n'est-ce pas ? Alors abordons les choses sous un autre angle. Un conseil en passant, vous feriez bien de vous entraîner à ce genre d'exercices, aux métaphores et comparaisons, je suis sûr que c'est efficace.

Quand un type me raconte qu'on lui a dit ceci sur cela, qu'untel en pense ceci, alors qu'un autre en pense le contraire et un troisième pas tout à fait la même chose, etc., pour finalement me demander ce que j'en pense et si je suis d'accord avec lui. Alors je lui réponds que j'aurais aimé savoir avant tout ce que lui pensait, car je me fous de ce que pensent les autres et de la manière dont il pense, puisque ce ne sont pas les autres qui sont en face de moi et avec lesquels je parle en ce moment mais lui. Et pour ma part, je lui dirai ce que je pense et non ce que pense untel ou untel, car la confiance cela commence par la relation entre deux individus. Simplet comme raisonnement, peut-être, c'est toujours mieux que d'être un intellectuel très con, c'est mon côté ouvrieriste qui ressort. Un militant qui ne pourrait pas établir une relation de confiance avec un travailleur, mais à quoi lui servirait-il de discuter avec lui, il perdrait son temps et il lui ferait perdre le sien.

On nous dit encore, la confiance ne doit pas être une affaire personnelle, elle doit s'établir plus largement avec le parti. Attendez, il ne faut pas brûler les étapes, sinon ce n'est plus un parti mais une secte.

Je vous parle de cela sur un air léger, alors que c'est en réalité une question déterminante.

Adressez-vous aux élus du PS et du PCF, faites en sorte que les travailleurs leur accordent un minimum de confiance, qu'ils se rapprochent d'eux, on a envie de dire : plus si affinité, mettez-les bien dans les sales pattes de ces philistins et tout de suite après lancez-leur : attention ce sont des ordures ! Il y en a qui vont vous répondre qu'ils le savaient déjà et pour cette raison ils ne comprennent pas pourquoi vous les avez emmenés voir ces ordures, d'autres vous demanderont étonnés pourquoi vous les avez emmenés les voir si ce sont des sales types, qu'ils ne comprennent pas, car eux en général ils ne s'adressent pas à ce genre de gens dans la vie, etc. Je vous laisse vous en sortir si vous en êtes capables, moi je renonce, j'ai horreur de perdre mon temps et j'ai déjà perdu plusieurs années de ma vie à militer pour rien au bout du compte, absolument rien.

Franchement, dans la vie comme en politique, il existe d'autres façons de tenter de résoudre une contradiction que de tomber à deux pieds dedans systématiquement, surtout pour y rester et ne jamais en sortir, et heureusement ! On appelle cela tourner en rond à défaut de mieux.

Cet emploi de la tactique du front unique ne fait qu'embrouiller davantage les choses dans la tête des travailleurs, or on a vu lors des présidentielles que face à ce genre de situation, ils étaient incapables de s'en sortir et de faire la part des choses, car le réflexe correspondant à leurs intérêts aurait commandé qu'ils s'abstiennent en masse, ou à la limite qu'ils votent LCR, LO, PT ou Bové, ce qu'ils n'ont pas fait.

Je suis résolument contre l'emploi du front unique de cette manière-là ou dans ce genre de situation et je le dénoncerai à chaque fois.

Je me suis déjà exprimé sur ce sujet ailleurs, mais j'y réfléchis toujours.

Le front unique ne peut avoir que des effets pervers et conduire à de nouveaux échecs lorsqu'il n'a pas à sa tête un puissant parti ouvrier, or comme ni le PT, la LCR, LO n'ont la capacité d'entraîner à un moment donné l'ensemble des partis du mouvement ouvrier et des syndicats sur un objectif précis, c'est forcément le PS et le PCF qui en prennent la direction, le récupèrent, dévient et le détourne de son objectif, la LCR en a fait les frais avec le PCF et ses collectifs antilibéraux. Vous avez là un excellent (un énième) exemple sous les yeux, alors pourquoi ne pas en tenir compte ? J'ai rarement vu des militants aussi bornés, à l'esprit aussi étroit et sclérosé que ceux qui répètent sans le moindre discernement : front unique, front unique, front unique...

Le problème, c'est que les uns et les autres se prennent pour ce qu'ils ne sont pas, ils agissent comme s'ils étaient des partis influents ancrés dans les masses, alors que ce n'est pas le cas. Aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que la première tâche à accomplir est de construire le parti, d'être présent dans toutes les cités ou banlieues ouvrières, toutes les zones industrielles, les choses ne changeront pas, ne me parlez pas des élus, ils me donnent envie de vomir et je n'ai aucune raison de leur accorder la moindre confiance, vous avez vu les relations de Schivardi avec une coalition nationaliste en 2004 soigneusement tenue cachée par Gluckstein, ce n'est pas sérieux, ces gens-là n'ont aucun principe.

Toujours sur le front unique, avez-vous remarqué qu'il s'adressait toujours en haut, qu'il concernait toujours le gratin des élus, des dirigeants : dirigeants appelez, on vous en prie, s'il vous plaît, soyez gentils avec nous, ne vous inquiétez pas, on ne vous lâchera pas... Pauvres pommes, ce sont eux qui vous lâcheront quand vous leur aurez remis les rênes ! Et pendant qu'on s'époumone à gueuler en direction du ciel, un peu plus bas, sur terre, les vers de terre que nous sommes avec nos semblables dans les ateliers, les chantiers et les bureaux, qu'est-ce que vous croyez, on a autre chose à faire, on bosse quoi, le front unique nous dédouane de toute responsabilité, cela ne nous concerne pas, on ne se prend pas en mains, on ne se mobilise pas pour créer notre propre comité indépendant des appareils, non, on attend tranquillement que tout vienne d'en haut, il paraît qu'on n'a que cela à faire... avant que cela redescende comme un soufflet au premier coup de sifflet des dirigeants !

Cela m'exaspère un tel crétinisme. Vous savez comme moi qu'ils se déroulent actuellement des centaines de grèves en France, bien malin celui qui pourrait en établir la liste précise puisque les informations ne figurent nulle part, vous pouvez contacter tous les syndicats pour en avoir confirmation. Vous allez me dire qu'on s'en fout. A votre place je commencerai par me poser une question : pourquoi les dirigeants syndicaux agissent ainsi, délibérément ? Pour éviter que les travailleurs et syndiqués entrent en contact, pour éviter que les grèves se propagent, pour éviter que l'unité de la classe ouvrière se réalise contre le capital ?

Je vais vous dire ce que je pense : il serait peut-être plus facile de relier toutes ces grèves entre elles et d'arriver à créer un mouvement général à partir de là, qu'à partir d'un appel à un hypothétique front unique en direction des dirigeants syndicaux. Je ne sais pas ce que vous en pensez, cela me paraît une hypothèse vraisemblable. Je peux vous dire aussi que si nous pouvions avoir la liste la plus complète possible de tous les mouvements sociaux en cours, je ferais tout pour les aider, je crois même que j'y consacrerai tout mon temps, mon énergie et mon argent. S'il y a des camarades retraités qui me lisent, je leur propose de tenter de faire ce boulot ensemble.

Demandez à vos dirigeants ce qu'ils en pensent, pourquoi eux aussi ils gardent le silence sur cette situation, la loi du silence, à qui profite-t-elle ? Comment briser ou desserrer le carcan du consensus qui étouffe la classe ouvrière et auquel participent les dirigeants de tous les partis et syndicats ?

(A suivre)